

**Débat de politique départementale**  
**Le Plan santé du gouvernement**

**Intervention de Séverine BOTTE**

Sans vouloir refaire ici le débat qui a animé une partie de notre dernier Conseil départemental, avec Madame la Directrice de l'Agence Régionale de Santé, il nous apparaît important, sur ce sujet majeur, comme sur tant d'autres, de ne pas seulement poser un diagnostic, mais bien de rechercher les causes qui ont conduit à devoir traiter aujourd'hui les maux diagnostiqués.

Cela n'enlève en rien les réponses à apporter, les solutions à inventer, les réformes à engager, mais cela permet de tirer tous les enseignements utiles pour que la situation vécue, enfin plutôt subie, ne se reproduise plus à l'avenir. Ni dans la santé, ni ailleurs.

Comment a-t-on pu, en moins de 20 ans, en arriver là, dans l'un des pays les plus riches du monde, un pays qui disposait d'un système de santé reconnu mondialement comme l'un des plus performants et protecteurs ?

Selon nous, ce sont les orientations, les choix, la philosophie même du libéralisme économique appliqués par les gouvernements successifs, qui sont la cause de tout ce gâchis et qui nous conduisent aujourd'hui, ici, comme pour l'Etat, la Région, les communes, à devoir s'impliquer pour sauver et relancer notre système de santé. Notamment à l'hôpital.

Un hôpital public que l'on a cru pouvoir gérer comme en entreprise privée !

Et que dire de la Sécurité Sociale, cette idée si moderne 70 ans après sa création, que ces mêmes gouvernements ont progressivement réduite et détournée en partie de son essence même.

Celle d'assurer à tous une couverture complète en fonction de ses besoins, par une solidarité contributive s'exerçant en fonction de ses moyens.

Alors oui, aujourd'hui il faut ramer, il nous faut tous ramer, pour restaurer notre système de santé.

En l'adaptant aux enjeux nouveaux. Bien entendu. D'ailleurs, en matière de santé, notre système a toujours dû s'adapter aux enjeux nouveaux, ce n'est pas l'apanage de notre début de 21<sup>e</sup> siècle.

Notre collectivité est impliquée sur ce terrain. Elle fait preuve sur ces questions de santé d'un volontarisme certain, rendu d'autant plus nécessaire que l'un des enjeux de la santé justement, est de pouvoir en revenir à une présence, une prise en charge de proximité.

Quel que soit son lieu de vie, chacun doit pouvoir accéder aux soins et suivis médicaux dont il a besoin.

Que la réponse ne soit pas que « capacitaire » pour reprendre le terme employé par la directrice de l'ARS, nous voulons bien l'entendre, sauf que le parcours de soin évoqué en réponse à cette crise passe par des prises en charge qui ne se limitent pas à un ordinateur ou au domicile du patient.

Là encore, les logiques du libéralisme visent à éloigner, à regrouper, à concentrer, pour économiser, lorsque nos concitoyens soutenus par leur commune et notre Département, aspirent légitimement à plus de proximité.

Mais ce volontarisme affiché par notre Département en faveur de l'accès aux soins, de la présence médicale de proximité, manque selon nous encore d'ambition, de moyens et quelquefois aussi de cohérence.

Surtout lorsque l'on constate, comme nous le verrons tous à l'heure à travers le bilan d'étape du Plan pour un juste droit, le nombre de nos concitoyens qui sont éloignés de toute prise en charge médicale.

Cette ambition passe, au-delà de ce qui est fait et que nous n'ignorons pas, par des initiatives nouvelles, en soutenant par exemple le développement du dispositif Sport sur Ordonnance que certaines de nos communes lancent actuellement.

En reprenant des dispositifs qui ont fait leur preuve dans d'autres départements, comme les bourses d'études pour les étudiants en médecine en contrepartie d'un engagement d'installation. Je ne développe pas, nous vous avons adressé une question orale à ce sujet Monsieur le Président.

Et en s'impliquant sur un secteur qui nous préoccupe au plus haut point, et qui n'a pas l'air d'affoler plus que cela l'ARS, je veux parler de la pédopsychiatrie. Sur plusieurs de nos bassins de vie, un enfant détecté nécessitant une prise en charge doit attendre de 8 mois à 12 mois avant de disposer d'un suivi.

Un an, autant dire toute une éternité pour un gamin qui tente de se construire ou qui se trouve exposé à l'échec scolaire, à des problématiques familiales lourdes et j'en passe.

Et encore, cette étape des un an ne garantit en rien un suivi efficient. La discontinuité des prises en charge étant courante, rendant le parcours de soin chaotique.

Cela ne veut pas dire que notre Département qui a en charge la protection de l'enfance doit obligatoirement se substituer aux services de l'Etat, mais il peut en revanche faire bien davantage dans ses propres champs de compétence par l'intermédiaire de ses personnels médicaux sociaux en nombre insuffisants et dont beaucoup tirent la sonnette d'alarme.

Comme il pourrait agir avec plus de détermination en direction de l'ARS ou encore plus haut, pour exiger que soit mis fin à ces situations de carence dans les prises en charge, carences préjudiciables à de nombreux enfants seinomarins.

Enfin cette ambition passerait également, selon nous, par l'arrêt des signaux contradictoires que notre collectivité peut ici et là envoyer à nos concitoyens et aux partenaires publics de l'action sanitaire.

Je pense ainsi au désengagement en plein été de la gestion des centres de dépistage des infections sexuellement transmissibles, infections qui pourtant repartent à la hausse.

Un désengagement mal venu et difficilement compréhensible quelques semaines seulement après le débat que nous avons eu ici sur le Programme Régional de Santé qui affichait justement une volonté de renforcer les moyens dédiés à l'information et au dépistage des IST.

Bref, nous vous invitons chers collègues de la majorité, à plus d'ambition et à plus de cohérence, sans pour autant nier les actions déployées, pour que notre collectivité prenne plus que sa part dans la restauration de notre système de santé.

Pour permettre à chacun de nos concitoyens de disposer d'une réelle prise en charge médicale, réactive et efficace.